



## Déclaration commune au CTPL du 5 juin 2008

Depuis son élection, Nicolas Sarkozy tient la fonction publique dans sa ligne de mire.

Depuis le fameux discours de Nantes, les annonces se multiplient, les projets s'amoncellent et leur mise en oeuvre se précipite.

**A l'évidence, ce qui se joue autour de la Fonction Publique est un enjeu majeur de société.**

Moins d'état, moins de services publics, moins de personnels, une marchandisation plus grande de la société, la non satisfaction des besoins sociaux, voilà ce qui est mis en oeuvre.

Pourtant :

- ◆ Quels progrès les citoyens ont-ils à attendre des suppressions massives d'emplois qui dégraderont la qualité du service rendu ainsi que les conditions de travail ?
- ◆ Quelles avancées les personnels retireront-ils d'une précarité accrue et d'une flexibilité poussée jusqu'à l'extrême ?
- ◆ Et quelles garanties d'impartialité et de neutralité demain pour les usagers dès lors que les droits des agents de la Fonction Publique auront été gravement fragilisés?

Sur le fond, la Révision générale des politiques publiques initiée par le gouvernement, vise à réduire brutalement les dépenses publiques et à remodeler en profondeur l'appareil d'état pour le plus grand bénéfice du secteur marchand.

Des réformes de structures d'un côté (carte judiciaire, carte hospitalière, loi sur l'autonomie des universités, fusion DGI/CP.....) ; des projets de réforme du statut de la fonction publique de l'autre ; s'il est un reproche qu'il ne faut pas adresser à nos adversaires, c'est bien l'absence de projet global.

La création de la nouvelle Direction générale des Finances publiques s'inscrit pleinement dans ce contexte de suppressions massives des emplois publics et de remise en cause des fondements du service public et du statut général des fonctionnaires.

Le flou qui entoure cette création est volontairement entretenu par une absence complète de dialogue. Si personne ne semble savoir qui pilote administrativement le cargo DGFIP, de grandes lignes se dessinent en douce dans le secret des cabinets politiques, développant une gestion opaque destinée à laisser volontairement les agents, quel que soit leur grade, dans l'incertitude.

Derrière les shows médiatiques, le fonctionnement administratif ne semble pas être la préoccupation principale de cette nouvelle direction ; il s'agit bien d'une construction technocratique . Il faut structurellement réorganiser, par principe, sans prendre le temps nécessaire de mesurer les conséquences sur les missions.

Dans ce contexte, les agents de la DGFIP se sont massivement mobilisés dans le mouvement de grève et de manifestations du 15 mai 2008. Ce mouvement n'a reçu aucune réponse , si ce n'est l'annonce d'une inacceptable remise en cause du droit de grève dans l'Education et dans la Fonction Publique.

Depuis, la mobilisation se durcit et gagne chaque jour de plus en plus de villes et de départements.

La forte mobilisation du jeudi 29 mai , qui s'est traduite par des rassemblements et des piquets de grève dans un nombre de départements encore en hausse au fil des jours, démontre une fois de plus, la détermination des agents des impôts à se battre contre le projet de loi sur la mobilité, pour l'arrêt des suppressions d'emplois et pour la réouverture des négociations face à la fusion.

Bercy qui continue d'envoyer les forces de l'ordre sur chaque lieu de contestation de sa politique refuse toujours d'entendre la réalité de ce message.

Dans le Morbihan, profitant de la campagne d'impôt sur les revenus et d'une fréquentation massive des services, nos organisations syndicales et les agents ont alerté l'opinion des dangers de la destruction orchestrée du service public, en présentant à la signature la pétition nationale « Le Service Public est notre richesse, mobilisons nous ».

Cette démarche a reçu un accueil très favorable des contribuables, conscients de la gravité des attaques et de la nécessité d'engager une riposte d'ampleur.

A l'évidence, notre combat est aussi celui des citoyens ! 3500 signatures recueillies et beaucoup d'échanges convergents !

Le 29 mai, lors de l'audience avec Mrs Proto (directeur de cabinet de Woerth), Parini (DG), Barraut (conseiller social de Woerth) et Rambal (DGA), la délégation de l'intersyndicale nationale SNUI – SUD Trésor, CGT Impôts – Trésor et UNSA Impôts – Trésor a été méprisée comme le sont les grévistes sur les piquets de Caen, Paris, Grenoble, Toulouse, Perpignan, Avignon, Lyon... A toutes les revendications exprimées, et en niant le développement du conflit, la réponse de Bercy se situe dans la droite ligne de la brutalité du gouvernement : c'est non !

L'union SNUI/SUD Trésor, le SNADGI-CGT ainsi que la CGT Trésor du Morbihan dénoncent l'autisme et le mépris affichés, condamnent le durcissement de la répression policière, et les manoeuvres d'intimidation. Ils exigent qu'aucune sanction ne soit prise contre les agents en lutte et que le droit de grève soit respecté.

Le projet de loi sur la mobilité sera examiné par l'Assemblée Nationale le 11 juin prochain.

Ce projet de loi va casser le statut de la Fonction Publique et va permettre aux différentes administrations de gérer les mesures issues de la RGPP (fusion, suppressions massives d'emplois.....) par une gestion dirigiste en introduisant une plus grande flexibilité. De plus, ce projet introduit l'intérim et une plus grande facilité de licenciement des fonctionnaires.

Ce projet rentre dans la logique de destruction programmée de la fonction publique et du statut de ses personnels.

Dans les prochains jours, de nouvelles mesures issues de la Révision Générale des Politiques Publiques seront annoncées.

Une nouvelle fois, sans concertation aucune, le gouvernement va annoncer une nouvelle régression des politiques publiques.

C'est le service public qui est assassiné, ce sont les dépenses sociales qui sont en voie d'extinction.

A cela s'ajoutent les pertes de pouvoir d'achat des personnels. Aucune négociation salariale n'est aujourd'hui engagée, en dépit des promesses gouvernementales.

Nos Organisations s'inscrivent dans la journée d'action du 10 juin, et appellent les agents du Morbihan à se mobiliser pour une Fonction Publique et des services publics de progrès social au service de la population, pour exiger :

- un véritable débat démocratique sur la réforme de l'Etat et de la Fonction Publique en partant des besoins de tous
- un emploi public, stable, statutaire et qualifié, permettant des services publics de qualité, accessibles sur l'ensemble du territoire
- l'amélioration du statut du fonctionnaire qui garantit la neutralité, l'impartialité et l'indépendance des agents dans l'exercice de leurs missions
- un développement de la mobilité choisie qui s'oppose à la mobilité subie et l'abandon du recours à l'intérim
- le retrait du projet de loi dit « relatif à la mobilité et aux parcours professionnels » et de celui sur le service minimum d'accueil remettant en cause les conditions d'exercice du droit de grève
- l'ouverture immédiate de négociations salariales visant à maintenir le pouvoir d'achat de la valeur du point d'indice.